

Ministère de l'Écologie du Développement et de l'Aménagement durables  
SG / DAEI / SESP

**Centre de documentation de l'aménagement et des transports - CDAT**

Tour Pascal A – 00.14

92055 La Défense Cedex

Tél : 01-40-81-17-89

Courriel : [cdat.ses.daei@equipement.gouv.fr](mailto:cdat.ses.daei@equipement.gouv.fr)

[www.cdat.equipement.gouv.fr](http://www.cdat.equipement.gouv.fr)

# **L'énergie dans le bâtiment et le logement**

**Consommation – Dépenses – Économies d'énergie  
Chauffage – Innovation dans le bâtiment**

**1995-2007**

décembre 2007

## V - Bibliographie

- 17106                    MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
**Grenelle de l'environnement.**  
**Rapport du groupe 1 - Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie.- 90 p.**  
Paris, Ministère de l'environnement, 2007, tabl., graph.  
- Rapport du groupe 1 : mobiliser les territoires et clarifier les compétences, moderniser la bâtiment et la ville, ramener les émissions de transport à leur niveau de 1990 en 15 ans, accélérer les programmes de maîtrise de la demande d'énergie, réduire et "décarboner la production d'énergie, renforcer la part des énergies renouvelables, faire apparaître les coûts environnementaux de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre pour mieux guider les choix, gouvernance, formation, sensibilisation et participation de la société civile, impulser ou accélérer quelques grands programmes européens, valoriser les ressources naturelles des DOM, donner une nouvelle impulsion à la recherche, établir un plan national d'adaptation au changement climatique.  
- Rapport du groupe 5 : éléments de synthèse (axes structurants, institutions, décisions publiques, intégration du développement durable et éco-responsabilité des acteurs privés, éducation et sensibilisation, recherche et innovation, international), thématiques pour une gouvernance durable (droit de l'environnement, Europe, information et évaluation environnementale, expertise, collectivités locales et DOM/TOM, administrations et entreprises publiques, entreprises, information sur les produits, organisations non gouvernementales, Conseil économique et social et institutions, stratégie nationale de développement durable, consultation et participation du public, études d'impact de durabilité, éducation et formation, recherche, international).  
- Rapport du groupe 6 : améliorer et mieux diffuser les indicateurs de développement durable, donner une information écologique sur les produits et services, promouvoir une publicité responsable, mobiliser les outils économiques en faveur de l'environnement, mettre en place une tarification efficace des nuisances liées aux transports, stimuler la recherche, le développement et la diffusion des technologies favorables à l'environnement, promouvoir une économie circulaire et de fonctionnalité, sensibiliser et former à l'écologie et au développement durable.
- 17006                    AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, NOVETHIC  
ETUDES  
**Construire durable. Une question d'énergie et de financement ?**  
**- Rapport.- 108 p.**  
**- Bonnes pratiques de reporting.- 90 p.**  
Paris, ADEME, 2007, tabl., bibliogr., schémas, web.  
Objectifs de l'étude :  
- Présentation des principaux enjeux environnementaux et sociaux du secteur immobilier.  
- Enquête réalisée auprès des entreprises du secteur de l'immobilier (quinze entreprises réparties en quatre métiers) sur leur vision des enjeux de développement durable .  
- Confrontation de cette vision des acteurs économiques avec celle d'un groupe de parties prenantes (collectivités locales, maîtres-d'ouvrage, experts, ONG..).  
- Mise en évidence des responsabilités respectives des différents acteurs en matière de développement durable, pour chaque enjeu, quelle part de responsabilité assument-ils et quels degrés de performance estiment-ils atteindre ?

Analyse du rôle que la sphère financière pourrait jouer afin d'accélérer la prise en compte du développement durable dans la construction immobilière en vue de faire naître un véritable investissement socialement responsable.

La présente étude se veut aussi une boîte à outils pour l'amélioration de la transparence des principales entreprises du secteur en matière d'impacts et de résultats. Elle propose donc un recensement des bonnes pratiques de "reporting" des entreprises cotées intégrées à l'indice SBF 120 référencées comme exerçant dans le secteur de l'immobilier et répondant aux critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance). Ce panorama a été réalisé grâce à l'analyse des rapports annuels ou développement durable et des sites Internet.

17055

HEROS (M), MAUGARD (A)

**Regards sur le bâtiment. Le futur en construction - entretiens avec Alain Maugard.**

Paris, Moniteur, 2007.- 180 p.

- Le bâtiment, aux confins de l'architecture et de l'art : innovation et architecture.
- Bâtiment et matériaux.
- Qualité et productivité, vision européenne du bâtiment.
- Dialogue bâtiment - ville.
- Bâtiment et société : enjeux de société, santé environnementale, énergie, changement climatique.
- Bâtiment, sciences et techniques : nouvelles technologies de l'information et de la communication, ingénierie, sécurité.
- Bâtiment et dimension humaine.
- Bâtiment et services.

17087

FABRE (A), DAVID (O)

**Les économies d'énergie dans l'habitat existant. Une opportunité si difficile à saisir ?**

Paris, Presses ParisTech (les), 2007.- 252 p., tabl., graph., bibliogr., web.

*Libres opinions*

- Bilan des consommations incitant aux économies d'énergie dans l'habitat.
- Des particuliers préoccupés par la dépense énergétique de leur logement.
- Une réponse des pouvoirs publics qui se met progressivement en place : une gamme d'outils à disposition des pouvoirs publics, politique d'incitation, agences de l'Etat, recours aux fournisseurs d'énergie pour faire des économies d'énergie, dynamisme croissant des collectivités locales, impulsion des politiques européennes.
- Des professionnels prêts à relever le défi : implication croissante des fournisseurs d'énergie, mobilisation des industriels et des professionnels du bâtiment, forte implication du monde associatif, débuts d'une certification dans l'habitat existant, émergence de produits bancaires.
- Mise en adéquation des réponses et de l'enjeu.
- Politique d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments : faire décoller le marché de la rénovation thermique par l'incitation, accompagner la croissance du marché, rendre obligatoire la rénovation thermique des logements existants.
- Des propositions réalistes et réalisables.
- Une feuille de route bénéfique et de réelles difficultés à surmonter.

En annexe : extraits de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments et de la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

16553

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

**Développement durable. Les certificats d'économies d'énergie - Réglementation sur l'obligation imposée aux vendeurs d'énergie de faire réaliser à leurs clients des économies d'énergie dans des opérations standardisées portant sur le bâtiment, les réseaux, l'industrie et les transports.**

**Cahier détaché n°2 du Moniteur TPB n°5391 du 23 mars 2007.**

Paris, Moniteur, 2007.- 65 p., tabl.

- Découvrir les certificats d'économies d'énergie (Direction générale de l'énergie et des matières premières).
- Obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, décret n°2006-600 du 23 mai 2006.
- Certificats d'économies d'énergie, décret n°2006-603 du 23 mai 2006.
- Tenue du registre national des certificats d'économies d'énergie, décret n°2006-604 du 23 mai 2006, arrêté du 20 février 2007.
- Modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie, arrêté du 30 mai 2006.
- Liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économies d'énergie, arrêté du 19 juin 2006.
- Répartition par énergie de l'objectif national d'économies d'énergie pour la période du 1er juillet 2006 au 30 juin 2009, arrêté du 26 septembre 2006.
- Liste des opérations standardisées dans le cadre de la procédure de certificats d'économies d'énergie (Direction générale de l'énergie et des matières premières).
- Définition des opérations standardisées d'économies d'énergie, arrêtés du 19 juin et du 19 décembre 2006.
- Répartition des zones climatiques par département (Direction générale de l'énergie et des matières premières).
- Délivrance des certificats d'économies d'énergie, circulaire du 18 juillet 2006.

17030

MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor et de la politique économique

**Evolution de la demande énergétique (transports et bâtiment). Analyse comparative dans 12 pays - Contribution des missions économiques au Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie.**

Paris, DGTPE, 2007.- 102 p., tabl., graph., bibliogr., web.

Pour chaque pays, les questions suivantes sont soulevées :

- Existe-t-il des travaux de prospective à long terme sur la réduction des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) ? Par qui ont-ils été réalisés ? Quels sont les niveaux de réduction envisagés ? Ces travaux analysent-ils le contexte international dans lequel ces réductions globales sont possibles ? Examinent-ils l'impact économique global de ces réductions sur le pays ?
- Existe-t-il des perspectives pour le secteur des transports ? Quelles sont les consommations d'énergie et d'émissions de (GES) prévues en l'absence de mesures ? Quelles sont les réductions prévues ? Quels sont les volumes de transport dans ces différents scénarios ?
- Existe-t-il des perspectives pour le secteur des bâtiments ? Quelles sont les consommations d'énergie et d'émissions de (GES) prévues en l'absence de mesures ? Quelles sont les réductions envisagées ? Quels sont les volumes d'activité des bâtiments dans ces différents scénarios ?
- Y-a-t-il une analyse du lien entre les scénarios spécifiques aux transports et aux bâtiments et les scénarios globaux ?
- Peut-on disposer de travaux de synthèse ou détaillés présentant ces travaux ?
- Objectifs officiels de réduction des GES : en existe-il à long terme, notamment pour les transports et les bâtiments ?

17106

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

**Grenelle de l'environnement. Rapports des groupes de travail.**

- **Volume 1 - Rapport du groupe 1. Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie.- 90 p.**

- **Volume 2 - Rapport du groupe 5. Construire une démocratie écologique. Institutions et gouvernance.- 122 p.**

- **Volume 3 - Rapport du groupe 6. Modes de développement écologique favorables à l'emploi et à la compétitivité.- 49 p.**

Paris, Ministère de l'environnement, 2007, tabl., graph.

- Rapport du groupe 1 : mobiliser les territoires et clarifier les compétences, moderniser la bâtiment et la ville, ramener les émissions de transport à leur niveau de 1990 en 15 ans, accélérer les programmes de maîtrise de la demande d'énergie, réduire et "décarboner la production d'énergie, renforcer la part des énergies renouvelables, faire apparaître les coûts environnementaux de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre pour mieux guider les choix, gouvernance, formation, sensibilisation et participation de la société civile, impulser ou accélérer quelques grands programmes européens, valoriser les ressources naturelles des DOM, donner une nouvelle impulsion à la recherche, établir un plan national d'adaptation au changement climatique.

- Rapport du groupe 5 : éléments de synthèse (axes structurants, institutions, décisions publiques, intégration du développement durable et éco-responsabilité des acteurs privés, éducation et sensibilisation, recherche et innovation, international), thématiques pour une gouvernance durable (droit de l'environnement, Europe, information et évaluation environnementale, expertise, collectivités locales et DOM/TOM, administrations et entreprises publiques, entreprises, information sur les produits, organisations non gouvernementales, Conseil économique et social et institutions, stratégie nationale de développement durable, consultation et participation du public, études d'impact de durabilité, éducation et formation, recherche, international).

- Rapport du groupe 6 : améliorer et mieux diffuser les indicateurs de développement durable, donner une information écologique sur les produits et services, promouvoir une publicité responsable, mobiliser les outils économiques en faveur de l'environnement, mettre en place une tarification efficace des nuisances liées aux transports, stimuler la recherche, le développement et la diffusion des technologies favorables à l'environnement, promouvoir une économie circulaire et de fonctionnalité, sensibiliser et former à l'écologie et au développement durable.

17075

CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES

DUPAIGNE (J), DEBIESSE (G), AUSSOURD (P), RENVOISE (F)

**Mobilisation des professionnels pour les économies d'énergie et la lutte contre l'effet de serre dans le secteur du bâtiment. Affaire n° 2006-004852-01.**

Paris, CGPC, 2007.- 40 p.

Pour répondre à la diversité des modes de prescription des travaux à réaliser dans les bâtiments existants et des attentes des donneurs d'ordre, les principales organisations professionnelles conviennent d'engager ou de développer des programmes d'action différenciés qui portent notamment sur la formation continue, la mise en valeur d'opérations exemplaires ou de bonnes pratiques et la rédaction des contrats passés par les professionnels. Un projet de charte que les ministres chargés de la construction et de l'énergie doivent pouvoir conclure avec elles est présenté. Cette charte décrit ces programmes d'action et des principes communs, elle est susceptible d'être étendue à d'autres organisations du secteur. Le projet devra être réexaminé dans le cadre des Assises de l'Environnement. Ces actions des professions pourront être coordonnées avec les efforts des régions, dont plusieurs apportent déjà des financements aux opérations visant à économiser l'énergie et à lutter contre l'effet de serre ou encouragent des réalisations expérimentales. Les pouvoirs publics, tout en stimulant la demande, devront faire des efforts d'évaluation des résultats, maîtriser les consommations d'énergie dans leur propre patrimoine, surveiller l'évolution de la concurrence et l'évolution des prix des fournitures qui ouvrent droit à crédit d'impôt.

16489

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE

SYROTA (J), BERGOUGNOUX (J), TUOT (T), HIRTZMAN (P), AVICE (F), BAUMSTARK (L), BOGIGUEL (A), PUJOL (JL), SAUVALLE (B), PAPPALARDO (M), BODIGUEL (A), APPERT (O), POULIQUEN (H), BUGAT (A), DUPUY (P), MERLIN (A), CHAMBOLLE (T)

**Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2030-2050. Rapport d'orientation - Synthèse. Avril 2007.- 130 p.**

- **Volume 1. Rapport d'étape de la Commission énergie. Novembre 2006.- 60 p.**

- **Volume 2. Annexe au rapport d'étape : rapport du groupe 1 "Enseignements du passé".- 75 p.**

- **Volumes 3 et 4. Annexe au rapport d'étape : rapport du groupe 2 "Perspectives offre/demande" et Annexes.- 103 p.**

**Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2030-2050. Rapport de synthèse. Septembre 2007.- 161 p.**

**Annexes au rapport de synthèse.- 97 p.**

**Rapports finaux des groupes de travail :**

**Groupe 1 - Les enseignements du passé.- 92 p.**

**Groupe 2 - Perspectives de l'offre et de la demande mondiales.- 115 p.**

**Groupe 3 - Evolutions technologiques.- 63 p.**

**Groupe 4 - Orientations européennes.- 64 p.**

**Groupe 5 - Scénarios énergétiques.- 204 p.**

Paris, Centre d'analyse stratégique, 2007, tabl., graph., bibliogr.

*Rapport*

Version septembre 2007 :

- Rapport de synthèse : la politique énergétique face aux défis planétaires, la politique énergétique française et l'Europe, opportunités et contraintes entre nécessaires coopérations et impossible intégration, les axes d'une politique énergétique nationale, exercices de modélisation pour éclairer les choix à long terme, conditions de mise en oeuvre d'une politique énergétique ambitieuse, recommandations pour la politique française de l'énergie.

- Annexes au rapport de synthèse : quelques éléments de problématique du changement climatique, évaluation des soutiens publics aux équipements destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre, problématique du développement des biocarburants, valeur économique de la tonne de carbone, comparaison de quelques rapports de prospective énergétique, contributions de membres de la Commission "Energie".

Rapports finaux des groupes de travail

- Enseignements du passé : prospectives et réalités, évolution des techniques, des prix et des coûts, évolution des comportements et des opinions, politiques publiques.

- Perspectives de l'offre et de la demande mondiales : référentiels des politiques énergétiques, scénarios tendanciels, inflexions, horizons caractéristiques d'ici 2050, recommandations.

- Evolutions technologiques : charbon, captage et stockage de gaz carbonique, pétrole, gaz, énergie hydraulique et marine, énergie éolienne, solaire, nucléaire, biomasse, hydrogène, véhicules routiers, habitat, tableau récapitulatif des technologies envisagées, recommandations, estimation de l'effort public en recherche développement.

- Orientations européennes : absence en 2007 d'une véritable politique européenne de l'énergie, nouveau paquet "énergie" de la Commission européenne, éléments d'analyse.

- Scénarios énergétiques : objectifs de la loi française du 13 juillet 2005 et de l'Union européenne : modèles utilisés et leurs limites, des scénarios de référence s'appuyant sur les mesures déjà connues, scénarios volontaristes, comment aller dans les 2 modélisations au delà du facteur 2, 5 ? Les annexes fournissent notamment les hypothèses et scénarios du secteur transport et du secteur résidentiel/tertiaire.

- 16178            CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES, INSPECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT  
AUSSOURD (P), FOLLENFANT (P), SLAMA (R)  
**Comparaison européenne sur les mesures destinées à améliorer la performance énergétique des bâtiments.**  
Paris, CGPC, 2006.- 67 p., tabl., graph., web.  
L'objectif du rapport est de dresser un état des lieux des mesures gouvernementales et des technologies dans différents pays d'Europe et de suggérer ce qui pourrait être transposé en France, en dissociant la construction neuve et les bâtiments existants. Dans le même temps, dans le cadre du Plan Climat, l'année 2005 a vu le lancement du PREBAT, programme de recherche appliquée visant à développer la performance énergétique du bâtiment, financé par l'Agence nationale de la recherche.  
Etant donné les moyens plus importants et les délais accordés à ce second projet, la mission CGPC-IGE s'est limitée à un champ géographique plus restreint, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et à un horizon temporel plus restreint, l'observation des pratiques existantes et des projets à très court terme. Le rapport comporte six parties : réglementations, contrôles réglementaires et démarches volontaires des professionnels, certifications, information du public, technologies et temps de retour, incitations fiscales et réglementaires, préconisations.
- 10382            CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES  
AUSSOURD (P), PREVOT (M), SLAMA (R)  
**Evaluation de la mise en oeuvre de la réglementation thermique 2000. Rapport n° 004475-01.**  
Paris, CGPC, 2006.- 39 p., tabl., graph.  
- Appropriation et maîtrise de la réglementation thermique par les professionnels et la maîtrise d'ouvrage.  
- Contrôles de l'application de la réglementation thermique.  
- Préconisations pour une meilleure application de la réglementation technique.  
- Statistiques haute performance énergétique (HPE) et très haute performance énergétique (THPE) de Qualitel et de Promotelec.
- 16748            DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION  
**Lutte contre l'effet de serre dans le secteur de la construction.**  
Paris, DGUHC, 2006.- 47 p., tabl., bibliogr., schémas, lexique, web.  
*Les dossiers*  
- Une préoccupation mondiale de développement durable : coordination mondiale de lutte contre le changement climatique, détermination des objectifs par des directives communautaires, politique de lutte contre l'effet de serre en France.  
- Volets complémentaires : sensibilisation des usagers pour agir sur les comportements, réglementation, incitations financières.  
- Appui sur la recherche : réseau d'organismes de recherche, développements d'outils méthodologiques et de suivi.  
- Organisation d'un partenariat entre acteurs publics et privés.

- 16539 DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION, GROUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHE EN URBANISME  
KERHUEL (N), CONSTANT (G)  
**Lutte contre l'effet de serre dans le secteur de la construction.**  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/effet\\_serre.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/effet_serre.pdf)  
Paris, DGUHC, 2006.- 48 p., tabl., graph., lexique, web.  
*Les dossiers*  
Aujourd'hui, la lutte contre l'effet de serre et le réchauffement climatique qui en résulte, constitue une préoccupation mondiale de développement durable. Ce dossier de synthèse, consacré au secteur du bâtiment résidentiel et tertiaire, traite de la politique de lutte contre l'effet de serre en France, de la transposition des directives communautaires dans le droit national et d'un champ d'action composé de trois volets complémentaires : sensibiliser les usagers pour agir sur les comportements, réglementer, inciter à faire des économies d'énergie, en particulier par des mesures fiscales ciblées et des aides financières modulées. Cette politique s'appuie sur un réseau d'organismes de recherche qui développe des programmes de recherche publics ou mixtes et sur la mise en oeuvre de partenariats entre acteurs publics et privés. Enfin, le dossier répertorie les divers textes législatifs et réglementaires applicables les sources d'informations officielles disponibles sur le sujet.
- 16113 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
VIGUERIE (P DE)  
**Les politiques de l'urbanisme et de l'habitat face aux changements climatiques.**  
Paris, Journal officiel, 2006.- 96 p.  
*Avis et rapports n°2006-06*  
Après un constat et un état des lieux alarmant faisant état d'efforts et d'initiatives encore insuffisants et de résultats nettement en deçà des objectifs à atteindre, le Conseil économique et social propose de dégager clairement les priorités dans l'action publique, de donner une cohérence aux politiques de l'urbanisme et de l'habitat, de lever les obstacles à la diffusion de l'innovation, d'appliquer des réglementations comprises par tous, de mettre en place une communication très pédagogique et une gouvernance adaptée, d'adopter une stratégie financière novatrice.
- 17015 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, REGION Rhône-Alpes  
**La qualité environnementale des bâtiments - Une démarche pour construire. Guide d'information des maîtres-d'ouvrage.**  
Lyon, ADEME, 2006.- 39 p., tabl., graph., bibliogr., web.  
Le document fait le point sur les enjeux environnementaux et humains, sur la démarche qui doit être globale et partenariale, sur la conduite d'un projet en qualité environnementale et la responsabilité du maître d'ouvrage, sur les politiques de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de la région Rhône-Alpes en la matière. Le sommaire du guide "qualité environnementale des bâtiments" est présenté (enjeux et préoccupations, phases opérationnelles, stratégie de conception), il permet d'appréhender les étapes techniques de la mise en oeuvre d'une démarche de qualité environnementale.
- 15960 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES  
CREAU (M), DOUILLARD (P), FEBVAY (T)  
**L'urbanisme commercial au service de l'objectif du développement durable.**  
Paris, Ministère de l'équipement, 2006.- 65 p., bibliogr., fotogr.



- 15896 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
FELZINES (C)  
**Le logement de demain, pour une meilleure qualité de vie.**  
Paris, Journal officiel, 2005.- 185 p.  
*Avis et rapports* n°26
- 15853 CNRS, LABORATOIRE D'ECONOMIE DES TRANSPORTS, LABORATOIRE THEORIE  
DES MUTATIONS URBAINES, CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR  
L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT  
MORICE (N), TRAISNEL (JP), DELVERT (K), MACRAIGNE (S), POCHET (P), RAUX (C),  
NICOLAS (JP), MAIZIA (M)  
**ETHEL - Energie - Transport - Habitat - Environnement - Localisations.**  
**A - Rapport R1 - Etat de l'art et synthèse en matière prospective. Juin 2004 - 67 p.**  
**B - Rapport R2 - Bilans énergétiques Transport-Habitat et méthodologie BETEL. Oct. 2005  
- 138 p.**  
Lyon, LET, 2005, tabl., graph., bibliogr.  
Le projet ETHEL vise à simuler les conséquences - au plan de la consommation d'énergie et  
d'émission de gaz à effet de serre - d'hypothèses sociétales et technologiques sur l'évolution des  
modes de vie, des localisations d'activités, des types de logements associés, des offres de  
transports et des comportements de déplacements associés. Il produit des indicateurs  
environnementaux, spatiaux, économiques et sociaux pour situer les enjeux énergétiques,  
principalement, mais aussi financiers, sociaux et territoriaux de telle ou telle filière technologique  
(existante ou prospective) ou politique d'aménagement, de réglementation, de tarification, de  
fiscalité, afin de déterminer les marges de manoeuvre des pouvoirs publics, les cibles ou les  
politiques susceptibles d'avoir le meilleur rapport coût-efficacité.
- 15773 CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES  
ORSELLI (J)  
**Recherche et développement sur les économies d'énergie et les substitutions entre énergies  
dans les bâtiments. Rapport n° 2004-0189-01.**  
Paris, CGPC, 2005.- 99 p., tabl., bibliogr.
- 14472 CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES  
BECKER (D)  
**Le développement des implantations logistiques en France et ses enjeux pour les politiques  
d'aménagement. Rapport n° 2001-0104-01.**  
Paris, CGPC, 2003.- 163 p., ann., tabl., graph., cartes, lexique.
- La première partie du rapport analyse les relations économiques et structurelles entre les logiques  
industrielles et les organisations logistiques. Cette approche est indispensable pour mieux  
comprendre le contexte et les déterminants à l'œuvre dans les choix d'implantations des activités  
logistiques et les enjeux du secteur pour les politiques publiques.
- La deuxième partie est consacrée à une approche globale de la dimension transport et des relations  
qu'on peut établir entre le développement de l'activité logistique et celui des transports et des  
trafics lourds en particulier.
- Le développement du marché des entrepôts logistiques en France fait l'objet de la troisième partie.  
3, 5 à 4 millions de m<sup>2</sup> d'entrepôts sont construits chaque année en France et la part des bâtiments  
supérieurs à 10 000 m<sup>2</sup> (voire à 50 000 m<sup>2</sup>) est passée en vingt ans de 14% à 50%, contribuant au  
développement d'un marché locatif qui représente aujourd'hui la majorité de la production.
- La quatrième partie aborde les enjeux de la logistique pour les politiques publiques  
d'aménagement et de développement, avec trois préoccupations majeures partagées par les  
associations et de nombreux responsables publics :
- la sécurité et les risques d'accidents, d'incendie, voire de pollution,
  - les flux de poids lourds générés par ces bâtiments et leurs conséquences sur la vie locale,
  - l'esthétique des bâtiments, souvent critiquée.
- Centre de documentation de l'aménagement et des transports  
Tout savoir sur  
Décembre 2007*

Il ressort que les enjeux pour les politiques publiques recouvrent plusieurs dimensions :

- la première est économique : la logistique est une nouvelle forme, essentielle, de développement de l'activité économique pour de nombreuses régions,
- la deuxième se rapporte à la planification et aux transports,
- la troisième a trait au partenariat public-privé souhaité par les professionnels concernés,
- enfin, la quatrième est relative au processus de mise en œuvre des projets, des réalisations opérationnelles et à leur gestion dans le temps.

Le rapport recommande que la logistique soit intégrée comme facteur de développement et d'aménagement des territoires, que la concertation et la coordination entre les acteurs publics et privés soit développée, et que la qualité et la maîtrise des processus opérationnels soient développées en privilégiant notamment l'implantation des programmes logistiques dans les zones prévues et aménagées à cet effet (procédures de ZAC) où se trouvent aujourd'hui les réalisations qu'on peut citer en exemple.

14038 CENTRE D'ETUDES SUR LES RESEAUX LES TRANSPORTS L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION

**Trente trois fiches de lecture sur le développement durable.**

lyon, CERTU, 2002.- 203 p.

*Dossier Dossiers du CERTU n°128*

Ce dossier veut faire le point sur les origines, la définition, les principes, les enjeux du développement durable qui sont analysés dans une 1ère partie. La 2ème partie rassemble 33 fiches de lecture orientées sur le développement durable en milieu urbain destinées à : apporter des éléments de réflexion et de compréhension sur les enjeux - fournir aux lecteurs "intéressés" des pistes de lecture complémentaires pour appliquer ce concept novateur dans leurs pratiques professionnelles. Ces fiches sont regroupées par thèmes : - organiser les liens entre les piliers du développement durable - soutenir le développement urbain durable - revisiter les questions touchant à la densité urbaine - maîtriser la mobilité - promouvoir des bâtiments durables - construire des projets de développement urbain durable - renforcer l'évaluation des politiques publiques - améliorer la gouvernance urbaine. En annexes figurent la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et les listes d'ouvrages, rédacteurs, thèmes correspondant aux fiches de lecture.

16742 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

**Développement durable. Les grandes questions.**

Paris, OCDE, 2001.- 552 p., tabl., graph., bibliogr., web.

- Comprendre le développement durable : évolution économique, sociale et environnementale, principales caractéristiques et principes essentiels, mesure.
- Mesures en faveur du développement durable dans les pays de l'OCDE : institutions et processus décisionnels, choix des instruments, technologie, expérience des pays de l'OCDE.
- Mondialisation et développement durable : échanges et investissements internationaux, stratégies pour les pays non membres.
- Principaux enjeux intersectoriels : gestion des ressources naturelles, changement climatique.
- Approches sectorielles et territoriales : énergie, transport, agriculture, industrie manufacturière, dimensions territoriales du développement durable.

16602 MISSION INTERMINISTERIELLE DE L'EFFET DE SERRE

**Troisième communication nationale à la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.**

Paris, Mission interministérielle de l'effet de serre, 2001.- 207 p., tabl., graph., bibliogr.

- 14449 DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES  
Centre de prospective et de veille scientifique, RECHERCHE DEVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL  
DROUET (D)  
**Villes durables, aménagement et équipement. Vers l'émergence d'une ingénierie de la  
prévention ?**  
Paris, DRAST, 2001.- 73 p., bibliogr.  
*Recherche Transport*  
La montée des préoccupations de développement durable remet en cause certaines approches  
traditionnelles en matière de conception et de gestion dans le champ de l'aménagement et de  
l'équipement, qu'il s'agisse de système de transport, d'équipements collectifs et d'habitat, de  
réseaux techniques et d'infrastructures, ou - plus globalement - d'aménagement des villes et  
territoires.
- La présente étude s'interroge sur l'émergence d'une ingénierie à caractère préventif, se démarquant  
des approches classiques, en apportant - dès la phase de conception - des solutions améliorant le  
caractère soutenable de l'aménagement et de l'équipement.  
Le rapport est organisé en 4 parties :  
- La 1ère introduit les notions auxquelles il est fait référence et propose une typologie des activités  
d'ingénierie préventive dans le champ étudié.  
- La 2ème examine la situation actuelle du marché en France, au niveau de la demande et de  
l'offre.  
- En contrepoint, est fourni dans la 3ème partie un aperçu sur le développement de ces activités  
dans d'autres pays européens.  
Enfin, la dernière partie s'interroge sur les conditions d'une dynamique de développement plus  
affirmée des activités d'ingénierie préventive dans les années à venir.
- 16180 SES, CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES ECONOMIQUES SUR L'ENERGIE  
**Secteur résidentiel. Etude : scénario tendanciel. Projection 2020.**  
Paris, SES, 2001.- 55 p., tabl., graph.  
Lors d'une étude réalisée en 1999 pour le Service Economique et Statistique (MELT - DAEI), le  
CEREN a analysé l'évolution passée de 1973 à 1997, de la consommation de chauffage du secteur  
résidentiel, en chiffrant quatre effets : parc, surface, effets structure (neuf, maison/appartement,  
différente énergie..) et un effet consommation unitaire.  
Dans le prolongement de ce premier exercice, à la demande du SES, le CEREN a effectué une  
projection à l'horizon 2020 des consommations d'énergie dans les logements. Le principe de cet  
exercice consiste à prolonger les effets explicatifs des évolutions passées sous un nombre limité de  
contraintes : le parc total de logements, la cohérence des stocks et flux de logements, et le choix  
d'une période de référence suffisamment récente, longue et proche des conditions économiques  
retenues par ailleurs de façon exogène comme cadre des différents exercices de projections  
effectuées depuis 1998 par quelques organismes.
- 16028 CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT, DIRECTION DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES ET INTERNATIONALES Sous direction des actions internationales  
FLEURY (G), FONTAN (J), LI (X)  
**Etude sur les matériaux de construction et l'efficacité énergétique dans les bâtiments en  
Chine.**  
Paris, DAEI, 1999.- 19 p.
- Ce document présente brièvement l'état actuel en matière de matériaux et technologies utilisés en  
vue de promouvoir l'efficacité énergétique dans le bâtiment en Chine, ainsi que les règlements et  
normes en vigueur.

10719

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET INTERNATIONALES Sous-direction du bâtiment et des travaux publics, CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT  
**Etude comparative des procédures de contrôle en Europe sur les caractéristiques thermiques et acoustiques des parois dans le bâtiment.**  
Paris, DAEI, 1995.- non pag.